

. in geval van ernstige tekortkoming van de begunstigde of de werkgever; als de overeenkomst opgezegd wordt wegens ernstige tekortkoming van de begunstigde, zijn de regels inzake ontslag wegens ernstige tekortkoming van toepassing;

. als ernstige twijfels rijzen omtrent het feit dat de opleiding beëindigd kan worden en het niet verstandig lijkt om ze voort te zetten; de opzeggingsredenen moeten schriftelijk en uitvoerig aan de andere partij meegegeed worden binnen drie dagen na de opzeg van de overeenkomst, op straffe van nietigverklaring.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202158]

### 27 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 9 septembre 2013;

Vu l'avis de la Commission wallonne de l'Action Sociale et de la santé, donné le 10 septembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2014;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 mars 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président, du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports, du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles, du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances, du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité et du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Le présent arrêté tend à exécuter les dispositions du décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie;

2<sup>o</sup> DGO5 : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé;

3<sup>o</sup> DiCS : la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Secrétariat général du Service public de Wallonie.

**Art. 3.** Pour remplir la condition édictée à l'article 5, 7<sup>o</sup>, du décret, le réseau dispose d'une équipe composée d'au moins :

1<sup>o</sup> une personne chargée du secrétariat général du réseau;

2<sup>o</sup> une personne chargée du secrétariat et de la gestion administrative;

3<sup>o</sup> trois agents de développement de projets;

4<sup>o</sup> une personne chargée de la communication.

**Art. 4.** Le jury visé à l'article 6, alinéa 4, du décret est composé des membres suivants :

- un représentant de la Fédération des C.P.A.S.;

- un représentant de la Fédération des Centres de service social;

- un représentant de la DGO5;

- un représentant de la DiCS, qui assure le secrétariat;

- un représentant du Cabinet du Ministre-Président, qui assure la présidence.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La procédure de suspension et de retrait de la reconnaissance visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du décret est la suivante.

Lorsque les conditions prévues aux articles 5 et 8 du décret ne sont pas respectées, le Gouvernement peut décider de suspendre la reconnaissance du réseau.

Le Gouvernement notifie son projet de décision au réseau par envoi recommandé. Dans un délai de quinze jours à partir de la réception de l'envoi recommandé, le réseau est convoqué par le service visé à l'article 12 du décret afin de faire valoir ses arguments.

Au terme de cette audition consignée dans un procès-verbal, le Gouvernement décide dans les trente jours s'il suspend ou non la reconnaissance du réseau et ce, pour une durée de trois mois, renouvelable une fois en cas de constat de non mise en conformité du réseau.

Toutefois, si au cours de la période de suspension le réseau se met en conformité, cette suspension cesse de produire ses effets.

§ 2. Au terme de la période de suspension renouvelée, le Gouvernement peut retirer la reconnaissance du réseau si celui-ci reste en défaut de se conformer aux dispositions prévues aux articles 5 et 8 du décret.

Le Gouvernement formule une proposition de retrait de la reconnaissance du réseau dans les trente jours à dater de l'expiration du délai de suspension.

Le Gouvernement notifie son projet de décision au réseau par envoi recommandé. Dans un délai de quinze jours à partir de la réception de l'envoi recommandé, le réseau est convoqué par le service visé à l'article 12 du décret afin de faire valoir ses arguments.

Au terme de cette audition consignée dans un procès-verbal, le Gouvernement décide, dans les trente jours, s'il retire ou non la reconnaissance du réseau et notifie sa décision au réseau.

**Art. 6.** Les services du Gouvernement vérifient préalablement au renouvellement de la subvention annuelle si les pièces visées à l'alinéa 2 du présent article lui ont été remises dans les délais requis et si toute modification apportée aux statuts du réseau et à la composition du personnel subventionné lui a été communiquée.

Les subventions sont accordées par année civile au réseau s'il transmet, pour le 31 mai au plus tard, les documents suivants :

1° son rapport d'activités annuel (bilan, actions, pièces justificatives de l'utilisation de la subvention de l'année précédente);

2° ses comptes;

3° son budget prévisionnel.

**Art. 7.** Le montant de la subvention annuelle est fixé par le Gouvernement dans la limite des crédits budgétaires disponibles. Il est indexé chaque année d'après l'indice santé du mois de décembre de l'année précédente, calculé sur base 2013 = 100.

**Art. 8.** Les dépenses de personnel, destinées à couvrir les frais de personnel, sont prises en considération à concurrence des échelles barémiques relatives à la Commission paritaire dont relève le réseau. Les subventions pour dépenses de personnel couvrent :

1° le salaire brut du personnel;

2° les charges de sécurité sociale patronale, ainsi que les charges relatives au pécule de vacances, à la prime de fin d'année, aux autres frais divers et aux autres obligations légales et conventionnelles relatives au personnel et aux frais de secrétariat social.

**Art. 9.** Les frais de fonctionnement sont pris en considération dans la mesure où ils permettent au réseau de couvrir les dépenses courantes nécessaires à l'accomplissement de ses missions, notamment :

1° les frais de déplacement et de parking; pour autant que l'objet du déplacement soit clairement précisé;

2° les frais inhérents aux connexions et aux consommations téléphoniques et Internet;

3° les frais de bureau liés à la réalisation des activités du réseau;

4° l'achat de matériel; pour autant que son usage soit lié à l'exercice des missions du réseau;

5° les frais de location d'immeuble ou de partie d'immeuble, en ce compris les charges locatives y afférentes pour autant qu'ils résultent d'un contrat de bail en bonne et due forme;

6° les frais d'inscription à des colloques ou à des formations;

7° les frais de déplacement et les frais de réunion inhérents à l'intervention de personnes en situation de pauvreté et/ou d'appauvrissement;

8° les frais d'honoraires pour autant que l'objet, la date, la périodicité de la prestation visée soient clairement identifiés;

9° les frais de communication, d'impression et de diffusion du document d'information.

Pour l'application du 5°, si le bâtiment sert à d'autres activités que celles qui sont financées par la subvention, les charges seront réparties soit en fonction du temps d'utilisation pour l'activité financée, soit en fonction de la surface requise pour celle-ci.

**Art. 10.** Outre les frais de fonctionnement visés à l'article 9, l'amortissement de biens de type patrimonial qui ont une durée d'utilisation estimable de plus d'un an est admis au bénéfice de la subvention en qualité de frais de fonctionnement et calculé selon les règles suivantes :

1° 10 ans pour le mobilier;

2° 5 ans pour le matériel de bureau;

3° 3 ans pour les logiciels informatiques.

La demande est justifiée et introduite préalablement à l'acquisition en joignant l'offre retenue, sous peine de non prise en compte de la dépense. Sans réponse des Services du Gouvernement dans le mois de l'accusé de réception de la demande, la demande est considérée comme acceptée.

**Art. 11.** La subvention annuelle fait l'objet d'un premier versement de 80 % sur base d'une déclaration de créance du bénéficiaire. Le solde de la subvention est liquidé avant le 31 octobre de l'année suivante sur base de l'approbation du rapport d'activités par le Gouvernement ainsi que sur base de l'examen des pièces justificatives par l'administration, pour autant qu'elles aient été fournies dans le délai prévu à l'article 6.

**Art. 12.** Le service, visé à l'article 12 du décret, chargé d'assurer l'accompagnement et le suivi financier du réseau est la DiCS.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 14.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202158]

**27 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 23 januari 2014 tot erkenning van een netwerk armoedebestrijding in Wallonië**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 januari 2014 betreffende de erkenning van een netwerk armoedebestrijding in Wallonië;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië), gegeven op 9 september 2013;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de l'Action sociale et de la Santé" (Waalse Commissie voor Sociale actie en Gezondheid), gegeven op 10 september 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 februari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 februari 2014;

Gelet op advies van de Raad van State, gegeven op 12 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President, van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport, van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën, van de Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad, van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke kansen, van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit en van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Dit besluit strekt tot de uitvoering van de bepalingen van het decreet van 23 januari 2014 betreffende de erkenning van een netwerk armoedebestrijding in Wallonië.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 23 januari 2014 betreffende de erkenning van een netwerk armoedebestrijding in Wallonië;

2° DGO5: het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid;

3° DiCS: de interdepartementale Directie Sociale Cohesie van het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 3.** Om de voorwaarde van artikel 5, 7°, van het decreet te vervullen, beschikt het netwerk over een team minstens samengesteld uit:

1° een persoon die het algemeen secretariaat van het netwerk waarneemt;

2° een persoon belast met het secretariaat en het bestuurlijk beheer;

3° drie personeelsleden voor projectontwikkelingen;

4° één persoon voor de communicatie.

**Art. 4.** De jury bedoeld in artikel 6, lid 4, van het decreet bestaat uit volgende leden :

- één vertegenwoordiger van de Federatie van de O.C.M.W.'s;

- één vertegenwoordiger van de Federatie van de sociale dienstencentra;

- één vertegenwoordiger van DGO5;

- één vertegenwoordiger van de DiCS, die het secretariaat waarneemt;

- één vertegenwoordiger van het kabinet van de minister-president, belast met het voorzitterschap.

**Art. 5. § 1.** De procedure voor de opschorting en de intrekking van de erkenning bedoeld in artikel 7, § 1, 1° en 2°, van het decreet is de volgende.

Wanneer de voorwaarden waarvan sprake in de artikelen 5 en 8 van het decreet niet in acht genomen worden, kan de Regering de erkenning van het netwerk opschorten.

De Regering geeft het netwerk bij aangetekend schrijven kennis van haar ontwerp-beslissing. Binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van het aangetekend schrijven wordt het netwerk door de dienst bedoeld in artikel 12 van het decreet opgeroepen om zijn argumenten te gelde te maken.

Na afloop van die hoorzitting, opgetekend in een proces-verbaal, beslist de Regering binnen de dertig dagen of zij al dan niet de erkenning van het netwerk opschort voor een duur van drie maanden die één maal verlengbaar is bij vaststelling dat het netwerk niet-conform is.

Als het netwerk tijdens de opschortingsperiode zijn conformiteit herstelt, houdt die opschorting op uitwerking te hebben.

§ 2. Na afloop van de verlengde opschortingsperiode kan de Regering de erkenning van het netwerk intrekken als dat netwerk in gebreke blijft om zich te schikken naar de bepalingen van de artikelen 5 en 8 van het decreet.

De Regering stelt een voorstel tot intrekking van de erkenning van het netwerk op binnen de dertig dagen te rekenen van het verstrijken van de opschortingstermijn.

De Regering geeft het netwerk bij aangetekend schrijven kennis van haar ontwerp-beslissing. Binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van het aangetekend schrijven wordt het netwerk door de dienst bedoeld in artikel 12 van het decreet opgeroepen om zijn argumenten te gelde te maken.

Na afloop van die hoorzitting, opgetekend in een proces-verbaal, beslist de Regering binnen de dertig dagen of zij al dan niet de erkenning van het netwerk intrekt en geeft zij kennis van haar beslissing aan het netwerk.

**Art. 6.** Er wordt door de diensten van de Regering vóór verlenging van de jaarlijkse subsidie nagegaan of de verantwoordingsstukken waarvan sprake in lid 2 van dit artikel haar overgemaakt zijn binnen de vereiste termijn en of elke wijziging in de statuten van het netwerk en de samenstelling van het gesubsidieerde personeel aan haar is medegedeeld.

De subsidies worden per kalenderjaar aan het netwerk toegekend indien laatstgenoemde tegen uiterlijk 31 mei volgende stukken overmaakt:

1° zijn jaarlijks activiteitenverslag (balans, acties, verantwoordingsstukken voor de aanwending van de subsidie van het voorgaande jaar);

2° zijn rekeningen;

3° zijn voorbegroting.

**Art. 7.** Het bedrag van de jaarlijkse subsidie wordt door de Regering vastgelegd, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast volgens de gezondheidsindex van de maand december van het voorgaande jaar, berekend op grond van 2013 = 100.

**Art. 8.** De personeelsuitgaven, bestemd om de personeelskosten te dekken, worden in overweging genomen ten bedrage van de weddeschalen van de paritaire commissie waaronder het netwerk valt. De subsidies voor personeelskosten dekken :

1° de brutowedde van het personeel;

2° de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid, evenals de kosten voor het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de andere verscheidene onkosten en de andere wettelijke en conventionele verplichtingen inzake personeel en sociaal-secretariaatsonkosten.

**Art. 9.** De werkingskosten worden in overweging genomen voor zover ze het netwerk in staat stellen de lopende uitgaven te dekken voor het vervullen van zijn opdrachten, met name:

1° de reiskosten en de parkeerkosten; voor zover het doel van de reis duidelijk wordt omschreven;

2° de kosten voor internet- en telefoonaansluitingen en -verkeer;

3° de kosten voor kantoorbenodigdheden voor de uitvoering van de activiteiten van het netwerk;

4° materiaal aankopen : voor zover het gebruik ervan in verband staat met de uitoefening van de opdrachten van het netwerk;

5° de kosten voor het huren van een gebouw of een gebouwgedeelte, met inbegrip van de desbetreffende huurkosten voor zover ze voortvloeien uit een huurovereenkomst in goede en behoorlijke vorm;

6° de kosten voor deelname aan colloquia of opleidingen;

7° de reis- en vergaderkosten voor het tussenbeidekomen ten voordele van personen die in een toestand van armoede of verpaupering verkeren;

8° de honorariakosten voor zover het doel, de datum, de periodiciteit van de bedoelde prestatie duidelijk vermeld worden;

9° de kosten voor communicatie, drukwerk en verspreiding van informatiedocumenten.

Voor de toepassing van 5° worden de lasten, als het gebouw dient voor andere activiteiten dan welke die door de subsidie gefinancierd worden, opgesplitst ofwel volgens de tijd die uitgetrokken wordt voor de gefinancierde activiteit ofwel volgens de daarvoor aangewende oppervlakte.

**Art. 10.** Naast de werkingskosten bedoeld in artikel 9 komt de aflossing van zgn. vermogensgoederen met een geraamde gebruiksduur van meer dan één jaar in aanmerking voor het voordeel van de subsidie als werkingskosten, berekend volgens deze regels:

1° 10 jaar voor het meubilair;

2° 5 jaar voor het bureaumaterieel;

3° 3 jaar voor de informaticasoftware.

De aanvraag wordt gerechtvaardigd en voor de aankoop samen met het gekozen aanbod ingediend, op straffe van niet-inoverwegingname van de uitgave. Bij gebrek aan antwoord van de Regeringsdiensten binnen één maand van het bericht van ontvangst van de aanvraag wordt ze geacht aangenomen te zijn.

**Art. 11.** De jaarlijkse subsidie wordt voor het eerst in een schijf van 80 % gestort op grond van een schuldvorderingsaanvraag van de begunstigde. Het saldo van de subsidie wordt uitbetaald voor 31 oktober van het volgend jaar, op grond van de goedkeuring van het activiteitenverslag door de Regering, evenals op grond van het onderzoek van de verantwoordingsstukken door de administratie, voor zover ze verstrekt werden binnen de termijn waarvan sprake in artikel 6.

**Art. 12.** De dienst, bedoeld in artikel 12 van het decreet, die de begeleiding en de financiële opvolging van het netwerk waarborgt, is de DiCS.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 14.** De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO